

rat, où les Loix les plus sacrées doivent le céder à la violence.

S A X E.

EN donnant le mois passé jusqu'au 15. Septembre le journal des exactions commises dans ce Pays par les Prussiens qui l'ont envahi, dont tous les trésors, les revenus, les Bureaux quelconques sont entre leurs mains & dirigés au nom du Roi leur Maître, dont enfin la régie universelle se fait par le Ministère Prussien qui en exige bien au-delà du pouvoir des peuples; nous omîmes une circonstance du 10. du même mois, qu'il faut reprendre.

Ce jour-là le Général Willich qui commande pour le Roi de Prusse dans *Dresde*, envoya à six heures du matin un Officier au Palais pour demander les clefs du Cabinet du Roi, devant lequel on avoit déjà posté une Garde Prussienne. La Reine, qui se tient renfermée dans ce Palais avec les Princesses, ayant été informée de cette nouvelle entreprise, se rendit à la porte du Cabinet, & déclara qu'elle ne permettroit pas qu'on l'ouvrit, & qu'en cas qu'on voulût user de force, il faudroit commencer par Elle-même. Cette résistance porta l'Officier à en avertir Sa Maj. Prussienne, qui étoit pour lors à *Dresde*. La Reine envoya en même-tems à ce Prince le Baron de Wessenberg, son Grand Maître, pour lui représenter ce qui étoit d'ordre sur un tel cas: Mais avant le retour du Baron, le Général Willich vint au Palais & déclara que l'ouverture du Cabinet devoit se faire sans délai, & qu'ainsi la Reine eût à se retirer si elle ne vouloit pass'exposer à la violence du soldat. Au défaut des clefs la porte fut forcée; on arracha le Scéel que la Reine y avoit apposé; on fit la recherche des
Papiers